

Deuxièmement, penser que nous avons une économie parfaitement compétitive, c'est de la folie. C'est faux. J'ai dit et redit qu'une forte partie de nos prix sont aujourd'hui imposés par l'industrie. Il faut y voir, surtout en période d'expectative inflationniste. Le gouvernement le croit déjà, autrement pourquoi aurait-il entrepris l'industrie du pain, du lait ou du pétrole comme il l'a fait?

J'ai été étonné d'entendre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures déclarer que le gouvernement s'opposait à des contrôles sélectifs des prix, car c'est précisément la politique que le gouvernement ne cesse d'appliquer. Le ministre nous a très bien montré toutes les raisons pour lesquelles les contrôles sélectifs n'aboutissent à rien. Je suis d'accord là-dessus. Ce n'est pas la façon de résoudre le problème. Il n'en demeure pas moins que dans le cas d'une économie laissant pressentir des taux élevés d'inflation et comportant la réglementation de nombreux prix, il n'y a qu'une solution possible, c'est une politique des revenus. C'est folie de croire que l'on puisse réduire l'inflation autrement.

La raison pour laquelle nous n'avons pas eu cette politique dans le passé, c'est que les gouvernements étaient disposés à supprimer le surcroît de demande en suscitant le chômage. Aucun gouvernement ne fera cela ou ne devrait faire cela de nos jours. La situation où nous nous trouvons est unique en son genre. Au cours des années 40, 50 et 60, quand l'économie s'accélérait trop, les gouvernements la ralentissaient, afin de maîtriser l'inflation. Au cours des années 50 et 60, cette politique a assez bien réussi à maîtriser l'inflation, mais cela a coûté fort cher. L'inflation atteignait 2½ ou 3 p. 100. Aujourd'hui, aucun gouvernement dans le monde n'est disposé à ralentir l'expansion économique et aurait tort, je pense, de l'essayer. Étant donné le besoin considérable de biens et de services, il est clair qu'il serait absurde de ralentir la production. Néanmoins, si on n'est pas disposé à le faire, il faut trouver un autre moyen de juguler l'inflation. Autrement, ce sera l'escalade et on ne pourra plus la maîtriser.

Dans les années 50 et 60, on parlait d'un taux d'inflation de 2½ et de 3 p. 100 au Canada. On l'acceptait en disant que c'était le prix du plein emploi. On parle cependant aujourd'hui d'un taux d'inflation de 10 p. 100 et nous n'avons pas de politiques économiques susceptibles de venir à bout de l'inflation. Il nous faut une politique quelconque en matière de revenus. Je serais le premier à dire que les politiques de revenus ont causé bien des problèmes dans le monde, mais je suis tout à fait d'accord avec sir Alec Cairncross, conseiller du Trésor britannique pendant un certain nombre d'années, qui affirme que nous ne pouvons pas abandonner car alors, nous ne réglerons jamais ce sempiternel problème d'inflation constante.

Tout comme nous avons dû, pendant les années 30, trouver un moyen de venir à bout du chômage qui, à cette époque, était un problème à l'échelle mondiale, nous devons, aujourd'hui, trouver un moyen de juguler l'inflation, tant au Canada qu'à l'échelle mondiale. Il est clair que la politique monétaire et financière en général, appliquée sans discernement ne peut réussir. Les gens disent que les politiques adoptées n'ont pas donné de bons résultats. C'est exact. Cependant, qui peut nommer un pays où la politique monétaire et la politique financière sont une réussite? Tout est là. Qui pourrait montrer un endroit où l'application de politiques générales, financières, monétaires et du taux de change ait réussi à juguler l'inflation. Tout est là.

Nous devons apprendre à utiliser ce nouvel instrument, une politique des revenus. Nous avons préconisé une poli-

Réglementation des prix

tique portant sur un large éventail de revenus. Notre économie est axée sur le profit. Nous avons dit que les profits devraient être limités en périodes d'inflation effrénée ou de psychose inflationniste. Au fond, les marges de bénéfices sont établies par l'industrie, selon la moyenne des trois dernières années. Les prix peuvent varier selon les produits utilisés dans une industrie en particulier, mais nous ne croyons pas qu'au cours d'une période de psychose inflationniste comme celle-ci ou puisse permettre des profits excessifs dans l'économie, plus qu'il ne faut pour attirer de nouveaux investissements dans l'industrie. A notre avis, c'est une politique valable et compréhensive, une politique très pratique.

● (1530)

Quand le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) parle d'une commission des prix et du commerce en temps de guerre, il n'a aucune idée de la façon dont fonctionnerait une politique des revenus à notre époque. Il n'y a pas eu de politique comme celle que la presse et la chambre de commerce proposent depuis des années. On contrôle les marges de bénéfices. C'est le genre de politique que nous avons préconisée et à laquelle nous croyons. On pourrait la concevoir de façon à compenser les coûts d'importation et les autres frais.

Le revers de la médaille, c'est qu'une politique des prix est impossible sans une politique des coûts. On ne peut pas demander à un secteur de l'économie de défrayer à lui seul la lutte contre l'inflation. Tout le pays doit s'attaquer à ce problème, tout le monde est concerné. Si l'on veut une politique équitable des revenus, il faut adopter une politique des prix et une politique des coûts. C'est pourquoi nous avons demandé que soient établies des normes générales pour le taux d'augmentation des revenus.

Je ne crois pas qu'il soit possible ou opportun dans notre société que des groupes particulièrement forts et puissants tirent des sommes énormes de l'économie et laissent les groupes plus faibles toucher un revenu insuffisant. Ce sont les groupes les plus faibles qui souffrent de l'inflation. Si l'on a une politique des prix d'une part et une politique des salaires et des revenus d'autre part, qui visent toutes deux, dans un certain sens, à établir des normes, bien que la majorité des personnes qui participent à l'économie et la majorité des transactions effectuées ne soient jamais touchées par ces politiques, on peut empêcher en même temps certains groupes de retirer de l'économie une part bien supérieure à leur apport.

Je n'insisterai jamais assez sur le fait qu'à une époque où les gouvernements se rendent ou ne sont pas disposés à avoir recours à des politiques de gestion de la demande, il faut avoir ce quatrième instrument. Le fait que nous ne l'ayons pas dans notre pays cause toutes sortes de problèmes. Je suis entièrement d'accord avec le Nouveau parti démocratique lorsqu'il nous dit de regarder le montant des bénéfices. Il n'est pas nécessaire d'avoir des bénéfices semblables pour assurer des investissements dans une activité nouvelle, c'est évident. Il ne faut pas tolérer des marges bénéficiaires semblables. Il faut faire baisser les prix. Personne n'aime ce genre de politique. De toute évidence, il serait maintenant préférable que l'inflation disparaisse d'elle-même et que nous n'ayons rien à faire pour la combattre. Toutefois, rien ne donne à penser que cela va se produire; en fait, elle va s'aggraver encore.